

SESSION DE L'APW DE ANNABA

L'investissement à l'ordre du jour

L'investissement économique dans la wilaya de Annaba était le principal dossier à l'ordre du jour de la session ordinaire de deux jours (mardi et mercredi), tenue en présence du wali, Youcef Chorfa, et de l'ensemble des membres de l'exécutif de wilaya. On apprendra à ce sujet que sur les 120 projets d'investissement, seulement 6% ont pu être réalisés et produisent actuellement, alors qu'un peu plus de 20% ont été lancés.

Les résultats ont été jugés très en deçà de ceux attendus pour la relance du développement de cette région qui dispose d'atouts et de potentialités énormes pour faire de Annaba un pôle d'excellence économique. On a cité dans cet ordre d'idées les secteurs de l'industrie mécanique, agroalimentaire, le tourisme, la pêche, l'élevage bovin, la production de lait... «Tant qu'il n'y aura pas d'assainissement dans l'attribution des lots non utilisés depuis des décennies ou qui servent de dépôts et non d'unités productrices de biens, l'investissement économique à Annaba ne pourra pas décoller», estime une intervenante. Malgré la volonté affirmée ces derniers temps

par les responsables locaux, des contraintes existent toujours dans le domaine des investissements, dira un autre membre de l'APW, citant le cas d'un investisseur majeur qui fait face à des problèmes de coupures intempestives de l'énergie électrique, lui causant des pertes dans la production.

Pour un troisième membre, il est important d'accélérer l'entrée en production des investissements déjà consentis afin d'envisager rapidement l'exportation notamment en cette période marquée par le rétrécissement drastique des finances publiques dû à la chute du prix du baril de pétrole. Une majorité d'inter-

venants a insisté sur l'assainissement des zones industrielles et d'activités des prédateurs du foncier et le rapide aménagement de celles existantes. D'importants lots de terrains au lieu d'être mis au service de l'investissement productif ont ainsi servi à des promotions immobilières, show room, stations de lavage....

Des investissements qui ont peu d'intérêt pour la plus value et l'emploi, estime un autre membre de l'APW. L'ordre du jour de cette session comportait également l'examen du budget complémentaire et la présentation d'un rapport sur l'aménagement territorial de la wilaya.

Sans faire l'objet de débats, les deux dossiers ont été adoptés à une large majorité. Toutefois, austérité oblige, il faut signaler une diminution de près de 50% du budget complémentaire par rapport au précédent exercice. Dans son intervention, le wali a mis l'accent sur les priorités à accorder dans l'amélioration du cadre de vie du citoyen. Il révélera à ce sujet qu'une somme de 50 milliards de centimes destinés à d'anciens projets de

la commune de Annaba qui datent de plus de 3 ans n'ont pas été concrétisés. Ils seront utilisés dans le cadre du lancement prochain de différents projets d'amélioration urbaine et pour le renforcement des Entreprises publiques à caractère industriel et commercial (EPIC) de nettoiement, des espaces verts et de l'éclairage.

Revenant aux violences qu'a connues la semaine écoulée la ville, suite au délogement des revendeurs du commerce informel, le premier responsable de la wilaya, tout en condamnant ces violences, estime que ce commerce n'aurait pas pu exister s'il n'y avait pas de clients le favorisant.

Pour permettre aux animateurs du commerce informel d'activer dans des conditions légales, le wali a promis la création d'espaces destinés à ces derniers dans les communes où la demande sera faite. Même si on a attendu la survenance de ces malheureuses émeutes pour réagir, il n'est jamais trop tard pour bien faire, estime-t-on à Annaba.

A. Bouacha

CONSTRUCTIONS ILLICITES À TIPASA

Aucune prorogation de délai après le 2 août

Interpellé par une auditrice du Forum de Radio Tipasa, le directeur des Domaines de Tipasa, M. Ahmanech Brahim, est formel, «aucun nouveau dépôt de dossier de mise en conformité au-delà de la date du 2 d'août 2016».

M. Belayadi Djamel, le directeur de l'Agence foncière de Tipasa, a, pour sa part, explicité la démarche «tous les dossiers déposés avant la date butoir seront traités».

Au niveau de la wilaya de Tipasa, plus de 6 500 dossiers ont été déposés par les citoyens en vue de la régularisation de leurs constructions, or, ce sont 1 150 dossiers qui ont obtenu un avis favorable et dont seulement 206 dossiers ont obtenu un acte, ouvrant droit à un permis de construire ; tandis que 2 330 dossiers ont été rejetés, pour des raisons diverses. L'un des orateurs dira que la commune a aussi un rôle de filtre et de contrôle, dans les pièces et documents légaux requis.

M. Helhal, le directeur du Cadastre, M. Messaoui, chef du service de la daïra de Tipasa et M. Houadji, le secrétaire général de la daïra de Tipasa, sont formels «introduire un dossier de régularisation n'est pas une fin en soi, ni un acquis car nous avons vu des dossiers qui transgressent la loi sur l'urbanisme, notamment des constructions lancées sur des terres agricoles, des constructions érigées sur des zones touristiques, des constructions qui empiètent sur le domaine maritime, des constructions qui s'effectuent sur des édifices archéologiques et antiques, il y a celles qui empiètent sur les zones de servitude et, enfin, celles qui s'effectuent sur le domaine forestier, en causant un immense préjudice à l'environnement, autant de constructions anarchiques et illégales, qui n'ouvrent droit à aucune régularisation», affirment tour à tour les orateurs.

Nous avons contacté un cadre au niveau d'une commune, qui nous a expliqué «l'existence de situations

complexes, provoquées par l'héritage complaisant d'anciens élus zélés, qui sont à l'origine d'une application débridée et illicite de la loi, et qui ont distribué à tort et à travers des autorisations et des permis de construire de complaisance à des fins électo-

rales, tribales, ou familiales en grevant le devenir du tissu urbain de la ville».

Toujours dans le cadre de ce Forum de Radio Tipasa , des auditeurs fustigent la bureaucratie de certaines administrations et les retards mis dans l'exécution et le traitement de dossiers. D'autres auditeurs sont plus virulents et mettent à l'index la responsabilité de certains services, censés baliser ce type de dérives et

de sanctionner de tels dépassements ; l'un de ces auditeurs dira, «mettez en place des contrôleurs, des inspecteurs dotés de toutes les prérogatives, afin qu'ils sanctionnent les communes qui refusent de faire appliquer la loi». Un de ces auditeurs s'inquiétera et demandera «au-delà du mois d'août 2016, quel sera le devenir des constructions non conformes ?»

Houari Larbi

AÏN-TÉMOUCHENT

9 projets de fermes aquacoles approuvés

Le nouveau code vise à faciliter la promotion de l'investissement à travers l'amélioration des conditions et l'activité des investisseurs et les mesures de facilitation qui leur seront accordées telles des carences bureaucratiques au niveau de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Une réunion a eu lieu jeudi dernier au siège de la Wilaya, présidée par le wali et en présence du secrétaire général de la wilaya et des directeurs exécutifs chargés de l'accord de 5 sites d'investissements dans le domaine de l'élevage aquacole pour la production des poissons de type «loups de mer», «dorade» dans la zone de Sbiaat qui compte déjà une ferme aquacole et qui produit environ 250 tonnes par mois et pouvant, vers la fin 2016, atteindre les 700 tonnes.

Quatre nouveaux projets vont renforcer l'élevage aquacole et dont les propriétaires ont déposé leurs dossiers. Le chef de l'exécutif a demandé de présenter les dossiers d'excellence pour qu'ils soient avalisés et signés dimanche prochain. Cette décision a été prise après

l'opération visant l'aménagement d'un programme des activités dans la zone de Sbiaat pour le mois de juin courant , à raison de 27 sites relatifs à l'élevage aquacole.

Dans son intervention, le chef de l'exécutif dira que le but recherché par ces projets d'élevage aquacole est de permettre d'utiliser les potentialités locales de la wilaya afin qu'elle soit un pôle dans le domaine de l'élevage aquacole. Ce sont des investissements utiles économiquement. La commission chargée de

ces dossiers a donné l'accord de principe pour les cinq premiers projets qui devraient normalement commencer la production dans un délai de deux ans.

Le directeur du secteur de la pêche, M. Sehnoun Boukabrine, clôtura la réunion en déclarant que ces 9 nouveaux projets dans l'élevage aquacole commencent à produire environ 4 500 tonnes et ils permettront de créer plus de 420 postes d'emplois directs.

S. B.

AÏN-SEFRA

Quatre blessés dans une collision entre deux véhicules

Une collision entre deux véhicules légers a fait quatre blessés (dont un se trouve dans un état grave).

L'accident s'est produit jeudi dernier vers 2 heures du matin, sur les hauteurs de Lamhisrat, un lieu-dit situé à une dizaine de kilomètres au sud de Aïn-Séfra (RN6), où le trafic routier sur cette route reliant le nord-sud-nord et à cette heure-ci est très important. Mais le hic dans cet accident, c'est que les propriétaires des deux voitures sont originaires de Tiout et même voisins, d'autant plus que l'un a pris le départ de Tiout et l'autre de Aïn-Séfra ; arrivé donc au point de croisement, l'un d'eux sans s'assurer de ce qui venait en

sens inverse et par inattention, emprunta d'une embardée la seconde voie pour dépasser un autre véhicule, mais il s'est retrouvé nez à nez avec son voisin. Ce qui devait arriver, arriva.

Les victimes ont été évacuées vers les UMC de l'hôpital de Aïn-Séfra par les éléments de la Protection civile, alors que le blessé grave devait être transféré au CHU de Tlemcen, si son état demeurerait ainsi, a-t-on appris. Une enquête a été aussitôt ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

B. Henine

GUELMA

Un bijoutier tué dans un braquage à Bouchegouf

Deux jours après la mort d'un bijoutier, tué au cours d'un braquage, l'émotion reste vive dans toute la région de Guelma. De l'indignation, de la peur, du dégoût ont été exprimés ce vendredi par les riverains, certains ont même évoqué «un malaise grandissant».

Mercredi dernier, vers 18h30, un bijoutier de 63 ans a été retrouvé sans vie dans son arrière-boutique, à la cité 24-Février en plein centre-ville de Bouchegouf, à une trentaine de kilomètres de Guelma.

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile qui se sont dépêchés sur le lieu du drame, ont évacué le corps de la victime vers la morgue de l'établissement public hospitalier de Bouchegouf, a rapporté jeudi un communiqué de la Protection civile de la wilaya.

Une source hospitalière a révélé que la mort est due très probablement à plusieurs coups assenés sur la tête de la victime à l'aide d'un objet contondant.

Avant de prendre la fuite, le ou les braqueurs ont eu le temps de vider l'intégralité des coffres et des présentoirs de la bijouterie, apprend-on auprès des habitants du quartier où a eu lieu le drame.

Une enquête est déclenchée par les services de sécurité pour tenter de retrouver la piste du ou des auteurs de ce meurtre, commis en plein jour, et qui avait suscité un vif émoi dans toute la ville de Bouchegouf.

Noureddine Guergour

Encore un mort sur la RN 21

Un accident de la route, survenu mercredi dernier aux environs de 16h, sur la RN 21 reliant Guelma et Annaba, a fait un mort, un homme âgé de 46 ans. L'accident est survenu à l'entrée de la commune de Guelaât Bousbaâ, à quelques encablures de Guelma et a été provoqué par le télescopage entre un camion semirremorque et un véhicule léger de marque Ibiza, rapporte la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya.

La victime a été tuée sur le coup, révèle la même source, précisant que la dépouille mortelle a été transportée par les secours à la morgue de l'EPH Okbi de Guelma.

Nous apprenons, par ailleurs, qu'une enquête a été déclenchée par les services de sécurité pour élucider ce drame.

N. G.